

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 43 de la partie I

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

#### Article I-43

1. Les États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans le cadre des compétences non exclusives de l'Union peuvent recourir à ses institutions et exercer ces compétences en appliquant les dispositions pertinentes de la Constitution, dans les limites et selon les modalités prévues au présent article, ainsi qu'aux articles [...] à [...] de la Partie III de la Constitution.

Les coopérations renforcées visent à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union, à préserver ses intérêts et à renforcer son processus d'intégration. Elles sont ouvertes à tous les États membres lors de leur instauration, ainsi qu'à tout moment, conformément à l'article [...] de la partie III de la Constitution.

2. ~~L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par le Conseil en dernier ressort, lorsqu'il a été établi en son sein que les objectifs poursuivis par celle-ci ne peuvent être atteints dans un délai raisonnable par l'Union dans son ensemble, et~~ Une coopération renforcée réunit à condition qu'elle réunisse **en principe** au minimum **huit** ~~un tiers des~~ États membres **sauf si la Commission propose d'y déroger conformément à l'article M paragraphe 1 de la partie III de la Constitution** ~~Le Conseil statue conformément à la procédure prévue à l'article [...] de la partie III de la Constitution.~~

3. Seuls les représentants des États membres participant à une coopération renforcée prennent part à l'adoption des actes au sein du Conseil, **lequel statue à la majorité qualifiée, même dans les domaines régis par l'unanimité en vertu de la présente Constitution, lorsque la Commission le prévoit dans sa proposition de coopération renforcée.** Toutefois, tous les États membres peuvent participer aux délibérations du Conseil.

L'unanimité est constituée par les voix des seuls États participants. La majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des États membres participants, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de ces États.

4. Les actes adoptés dans le cadre d'une coopération renforcée ne lient que les États membres y participant. Ils ne sont pas considérés comme un acquis qui doit être accepté par les candidats à l'adhésion à l'Union.

---

Explication éventuelle :

L'amendement vise à reprendre le seuil d'Etats membres participant à une coopération renforcée fixé par le traité de Nice.

Plus généralement, l'esprit de l'ensemble des amendements vise à renforcer le rôle de la Commission en matière de coopérations renforcées. C'est en effet la Commission qui est la mieux placée pour garantir que les coopérations renforcées peuvent être mises au service de la poursuite de l'intégration européenne.